

# La Méditerranée face au défi alimentaire globalisé

Sébastien Abis

Il faudrait pouvoir doubler la production agricole mondiale pour être en mesure de nourrir une planète de neuf milliards d'habitants en 2050

L'actualité réactive le débat sur la pertinence du modèle agricole mis en place au sud de la Méditerranée, questionnant la place des paysanneries dans les politiques publiques

Face aux turbulences socio-économiques et politiques pouvant naître de l'insécurité alimentaire, la coopération agricole devrait être une priorité euroméditerranéenne

**C**omme de nombreuses régions du monde, la Méditerranée prend progressivement conscience que son avenir passe aussi par le développement de ses agricultures et de ses territoires ruraux. Cet article, soulignant les risques qui se profilent en matière d'insécurité alimentaire internationale, revient sur les fragilités d'une zone méditerranéenne où tous les voyants agricoles sont au rouge.

## Un krach alimentaire mondial

**A**ccidents climatiques, développement des agro-carburants, amplification des spéculations boursières, variabilité accrue du prix du pétrole, réduction des stocks agricoles, évolutions des habitudes alimentaires : nombreux sont les facteurs ayant contribué à faire de 2008 une année placée sous le sceau de l'insécurité alimentaire. Cette crise, aux ramifications multiples, n'est pas derrière nous. Bien au contraire, l'agriculture va se réintroduire fortement au centre des préoccupations. Plusieurs mutations structurelles vont en effet bouleverser durablement l'ensemble des équilibres agricoles mondiaux. Produire davantage mais mieux pour nourrir plus, telle est schématiquement l'équation à résoudre dans les années qui viennent, sachant

que l'accélération des changements climatiques, la recomposition de la carte mondiale des productions agricoles, la forte financiarisation du secteur agricole, la faim de terre et la soif d'eau vont conforter le caractère géopolitique de l'agriculture au XXI<sup>e</sup> siècle.

La seule dynamique sociodémographique permet d'illustrer l'ampleur du défi qui nous attend. En 2010, la planète comptera environ sept milliards d'individus. C'est le double par rapport à 1960. Certes, la production alimentaire s'est accrue pour s'aligner sur ce turbo démographique, mais le prix de ces efforts se paie aujourd'hui par une empreinte environnementale catastrophique et des inégalités sociales insupportables. Or la marche du monde se poursuit, avec toujours plus de bouches à nourrir, qui par ailleurs modifient progressivement leurs habitudes de consommation. Ainsi les classes moyennes émergentes des géants démographiques que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil passent d'un régime végétarien à un régime carné. L'explosion de la demande est donc tout autant quantitative que qualitative.

Au rythme actuel, il faudrait pouvoir doubler la production agricole mondiale pour espérer être en mesure de nourrir une planète de neuf milliards d'habitants en 2050. Cette perspective est écologiquement insoutenable. Et tout porte à croire que les années à venir seront marquées par une importante sismicité alimentaire, sachant

que les contraintes environnementales vont s'accroître. Si l'offre ne suit pas malgré une demande soutenue, les marchés agricoles seront sans cesse plus volatiles. Les prix seront tendanciellement à la hausse et la faim, première conséquence de la pauvreté quelque soit le pays, ira en s'aggravant. Car c'est là aussi le résultat direct de la crise alimentaire de 2008 : l'augmentation du nombre de sous-nutris. Un milliard de personnes environ souffrent de la faim dans le monde, dont paradoxalement trois-quarts sont des paysans. Et pourtant, comme l'ont indiqué les responsables de la FAO, il suffirait sans doute de 30 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 pour éradiquer le fléau. Ce chiffre ne peut qu'interpeller dans un contexte où le sauvetage d'institutions financières pour tenter de juguler la crise économique se fait à coup de centaines de milliards.

Autre variable géostratégique : les terres arables. Elles sont de moins en moins disponibles et de plus en plus convoitées, à tel point que certains pays, tel la Chine investit le foncier de pays étrangers pour assurer ses approvisionnements (à ce stade, plus de deux millions d'hectares acquis dans le monde et près d'un million de paysans chinois installés sur des terres en Afrique). Cette délocalisation agricole dessine de nouveaux facteurs de pression sur les ressources naturelles de la planète, et sa dynamique confirme que l'insécurité

alimentaire sera bien l'un des problèmes les plus aigus dans les années à venir.

## La Méditerranée face à la crise alimentaire

La Méditerranée, déjà miroir d'une mondialisation dérégulée, constitue un excellent baromètre de cette vulnérabilité alimentaire. La région concentre l'ensemble des problématiques qui replacent aujourd'hui l'agriculture en haut de l'agenda politique.

Déjà vulnérable sur le plan agro-commercial, le renchérissement du coût des matières agricoles a généralement alourdi le montant de la facture alimentaire de nombreux pays. Le cas de l'Algérie est particulièrement emblématique à ce titre. Le total de ses approvisionnements se situait autour de 3,6 milliards de dollars en 2004 et 2005. En 2006, celui-ci s'est élevé à 3,8 milliards, avant d'atteindre près de cinq milliards en 2007 et de se creuser autour de six milliards en 2008. Particulièrement dépendant en blé ne produisant que 30 % environ de ce qu'il consomme, le pays est donc exposé en première ligne quand le marché mondial agricole déraile. Ce déficit de la balance agro-commerciale algérienne s'observe depuis les années soixante-dix et a donc pris un caractère chronique. Pour ce faire, plusieurs plans de relance agricole ont été proposés depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle par les autorités nationales dans l'objectif de développer l'agriculture et les mondes ruraux, en tentant de diminuer la dépendance croissante envers les approvisionnements du marché mondial. Or, cet effort s'est traduit entre autres par des besoins matériels grandissants en termes d'équipements agricoles (intrants, machines, outils modernes de production) qui ont fait exploser les achats de l'Algérie dans ce domaine : ainsi, en 2007, en plus des cinq milliards d'importations agro-alimentaires, le pays a acheté pour près de 10 milliards de dollars d'équipements agricoles. Si actuellement la manne tirée des recettes en hydrocarbures lui permet de régler sa facture alimentaire, à plus long terme, l'équilibre pourrait être compromis, quand les ressources fossiles se ta-

### Evolution des importations, de la production et de la consommation de blé en Afrique du Nord\* (milliers de tonnes)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09sep.
Importations	18 560	16 297	21 300	20 300
<i>Total mondial</i>	111 035	112 753	111 001	120 010
Production	15 178	18 576	13 818	15 775
<i>Total mondial</i>	620 851	596 304	610 872	676 281
Consommation	33 514	33 895	36 025	35 875
<i>Total mondial</i>	618 392	618 699	617 195	652 234

\* Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte. Source : CIHEAM, « Enjeux stratégiques autour des céréales en Méditerranée », note d'alerte n°53, sur la base des données de l'USDA. Décembre 2008.

riront et que les réalités démographiques demeureront.

L'un des effets directs de la hausse du prix des matières agricoles aura été de provoquer des manifestations de rue dans plusieurs pays de la planète, dont certains situés en Méditerranée. Sur la rive nord, la colère est demeurée continue, mais il est difficile de ne pas constater à quel point les consommateurs ont parfois fait part de leur mécontentement, à l'instar des italiens vis-à-vis de l'inflation du prix des pâtes. Au sud du bassin méditerranéen, la colère s'est plus bruyamment exprimée. Ainsi au Maroc, où plusieurs zones périurbaines, privées d'un approvisionnement régulier et confrontées à la hausse du prix des denrées de base, ont été le théâtre de révoltes parfois violentes. Ainsi en Egypte, où le renchérissement de la farine a provoqué de véritables émeutes du pain, devant les boulangeries subventionnées du Caire, ou dans des zones socio-économiquement vulnérables comme celle de la ville industrielle de Mahalla el-Koubra (Delta du Nil), où les forces de l'ordre sont intervenues. L'Egypte, où près de 40 millions de personnes, soit la moitié de la population, vivent avec moins de deux dollars par jour, représente l'archétype d'un pays en proie aux émeutes d'origine alimentaire.

Celles-ci ne doivent pas être nommées différemment, car c'est bien la pénurie et la faim qui poussent, malgré la répression, des individus à sortir dans la rue, et à y exprimer une colère nourrie de frustrations sociales et économiques. La configuration des systèmes politiques de ces pays ne laisse que peu de place aux manifestations publiques, qui se produisent néanmoins plus volontiers quand les estomacs sont

creux ou quand la soif est tenace (l'Egypte avait également été secouée à l'été 2007 par des tensions sociales qualifiées de « révolte des assoiffés »). Enfin, sur le plan économique, on s'aperçoit que la hausse des prix des biens alimentaires joue un rôle dominant dans l'actuelle croissance de l'inflation de ces pays. Et pour rappel, si à eux quatre, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte représentent 2 % de la population mondiale, ces pays comptent en moyenne ces dernières années pour 16 % à 19 % des importations mondiales de blé.

Ces turbulences interrogent la pertinence des modèles agricoles promus dans les pays en développement depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Sous le signe libéral des plans d'ajustement structurels, plusieurs pays méditerranéens ont ouvert leur économie aux échanges et progressivement libéralisé leur secteur agricole, bien que soumis encore à de nombreuses protections. Simultanément, puisque le marché mondial offrait la possibilité, jugée pérenne, de prix très bas pour les produits de base, la préconisation de miser sur des cultures de niche et donc sur une spécialisation agricole avait été formulée à l'égard de ces pays. Beaucoup ont en effet estimé qu'il était possible d'assurer la sécurité alimentaire des populations urbaines en misant sur des importations bon marché. Pourtant la croissance démographique, l'urbanisation et l'élévation des niveaux de vie induisaient de profondes transformations sur les modes de consommation tout en hypothéquant la réalisation de l'objectif de sécurité alimentaire. Enfin, perçue comme rétrograde et non porteuse d'avenir, l'agriculture a été marginalisée dans l'action des pouvoirs publics, nationaux et internationaux et pa-

rallèlement désertée par les investisseurs, durant les deux dernières décennies du XXe siècle. Dans ce contexte, si le déclamatoire, annonçant de nouveaux plans et des stratégies ambitieuses, n'a jamais cessé, les mises en œuvre opérationnelles de ces politiques ont rarement été enclenchées avec succès.

Résultat, la dualité des agricultures méditerranéennes s'est ainsi renforcée, opposant toujours plus une minorité de grandes structures capitalistiques parées à la libéralisation des échanges d'une part, et une majorité de micro-exploitations familiales produisant d'abord pour l'autoconsommation du milieu rural immédiat et peu souvent pour les zones urbaines. Cette cassure, engendrant paupérisation voire disparition des paysanneries, s'est approfondie avec la mondialisation et la concentration d'un marché de consommateurs solvables dans les villes littorales s'approvisionnant désormais directement sur le monde. Cette spirale rutilante en rien vertueuse a été spectaculairement mise en lumière lors de la crise alimentaire des derniers mois, où la hausse des prix agricoles n'a pas du tout profité aux petits agriculteurs des pays en développement, trop coupés des circuits commerciaux. L'actualité récente a donc aussi réactivé dans le fond un débat fort sur la pertinence du modèle agricole mis en place dans certaines régions, à l'instar du Sud de la Méditerranée, questionnant tour à tour la place des paysanneries dans les politiques publiques et le rôle de l'agriculture dans les stratégies de développement de ces Etats.

## Comment répondre en Méditerranée au défi alimentaire glocalisé ?

**D**e nombreuses pistes sont régulièrement avancées pour tenter d'apaiser les tensions agricoles et alimentaires qui parsèment le bassin méditerranéen. Plaçant ses recherches au service de l'action, le CIHEAM s'efforce chaque année dans son rapport *Mediterra* d'alerter la communauté des décideurs euroméditerranéens sur les

enjeux grandissants de l'agriculture dans cette zone où, faut-il le rappeler, un habitant sur trois vit toujours en milieu rural (soit 150 millions de méditerranéens) et un actif sur cinq opère pour le secteur agro-alimentaire au sens large (soit 50 millions de travailleurs).

L'an passé, en pleine crise alimentaire, le rapport *Mediterra 2008* rappela le caractère stratégique car multidimensionnel de l'agriculture. Depuis, quatre messages stratégiques sont avancés pour nourrir le débat et stimuler l'action de coopération. Ces messages constituent d'ailleurs la dialectique mobilisatrice présentée dans *Mediterra 2009* que le CIHEAM, en partenariat avec le Plan Bleu, vient de publier.

Premièrement, une révision indispensable : il convient de reconsidérer les politiques de développement agricole et rural des pays méditerranéens en introduisant plus fortement les critères de durabilité et de responsabilité collective. Dans un contexte de changement climatique, la raréfaction des ressources hydriques et foncières et les problèmes de désertification vont structurer le devenir agricole de la région. Deuxième message : déjà permanente, l'interaction est essentielle entre les mondes agricoles et les espaces ruraux. En Méditerranée, il ne saurait y avoir de développement rural sans agriculture dynamique tout comme il ne saurait y avoir de développement agricole sans vitalité des milieux ruraux. Troisième message, qui constitue un véritable enjeu structurel : la reconquête d'une plus grande souveraineté alimentaire. Face aux fluctuations du marché international agricole qui vont s'accroître, les pays méditerranéens doivent assurer une production nationale minimale en denrées de base tout en sécurisant leurs approvisionnements extérieurs en créant des alliances stratégiques avec des partenaires commerciaux privilégiés. Un quatrième message cherche à donner du sens non seulement à la proximité géographique mais également aux équations alimentaires à résoudre dans un monde multipolaire. La sécurité alimentaire doit être une priorité politique de la coopération euroméditerranéenne. Cela vaut pour les aspects quantitatifs : une complémentarité régionale

existe à l'échelle euroméditerranéenne pour pouvoir constituer des stocks régionaux mais aussi pour peser efficacement sur la scène agricole mondiale. Ce pari géopolitique repose aussi sur des défis qualitatifs, tant les problématiques sont partagées en matière de santé des animaux et des aliments. La mise en place d'un bouclier sanitaire euroméditerranéen, à travers l'instauration de normes communes, pourrait s'avérer capital pour préserver l'avenir et la santé des populations.

Au final, si la Méditerranée apparaît à juste titre comme l'une des failles majeures de la nouvelle donne alimentaire mondiale, combinant des problématiques globales à des difficultés locales, il convient d'insister sur le rôle déterminant que pourrait fournir un plus grand partenariat agricole entre l'Europe et les pays méditerranéens. Cette idée doit se concevoir d'abord dans une optique visant à amortir les nombreux chocs alimentaires que la région va devoir affronter. Enjeux trop cruciaux pour que les politiques nationales les ignorent. Chocs trop globaux pour qu'un pays riverain y réponde seul. Région désormais trop truffée d'interdépendances pour que l'unilatéralisme y domine. Et pourtant la convergence euroméditerranéenne peine à se concrétiser, faute peut-être de hiérarchisation dans ses priorités de coopération. Or la possibilité de remplir au quotidien toutes les assiettes constitue un enjeu assurément concret pour la région.

A l'heure où la Méditerranée n'est certes plus le cœur économique du monde, on constate paradoxalement que le monde entier s'agite en Méditerranée. Sur le plan agricole, c'est particulièrement vrai : deux-tiers des achats agro-alimentaires de cette région s'effectuent auprès de pays extra euroméditerranéens. Le Brésil, qui sera la grande puissance alimentaire du XXIe siècle, y gagne rapidement du terrain dans les domaines commerciaux, techniques et scientifiques. Face aux turbulences socioéconomiques et politiques pouvant naître de l'insécurité alimentaire dans les pays méditerranéens, il est impensable d'imaginer que l'Europe puisse se désinvestir de ce champ stratégique de coopération. ■